

Quand la Cour des comptes plonge son nez dans les 25 % de la copie privée

Pince à linge



Marc Rees
Le 17 juillet 2019 à 14h39

11 min

Droit

Publié le mois dernier, le dernier rapport de la Commission de contrôle des organismes de gestion collective a plongé son nez dans les 25 % de la copie privée. Des sommes fléchées par le Code de la propriété intellectuelle que certaines sociétés de perception et répartition ont tendance à oublier.

La redevance pour copie privée est un mécanisme théoriquement vertueux. En contrepartie de la liberté accordée aux particuliers de réaliser des copies légalement acquises, les sociétés de gestion collective perçoivent une somme sur chaque support introduit sur le marché français.

Disques durs externes, box, tablettes, ordinateur hybride, clefs USB, cartes mémoires, GPS multimédias, smartphones... tous ces supports sont léstés d'une redevance que perçoivent la SACEM, la SACD, l'Adami, la Spedidam, les producteurs de musique représentés par la SPFF et la SSCP, et bien d'autres. Chaque année, ce sont désormais près de 300 millions d'euros qui sont aspirés par ce levier.

La manne est en augmentation croissante, alors même que les marchés de supports fléchissent sur plusieurs segments. Pour éviter tout recul des perceptions, à l'avenir, les bénéficiaires entendent toutefois exploiter une nouvelle ressource, à savoir les disques durs nus, et donc les ordinateurs fixes jusqu'alors épargnés.

Ces sociétés de gestion collective font en tout cas l'objet d'une attention particulière puisque le Code de la propriété intellectuelle leur accorde un statut pour le moins confortable. Elles font ainsi l'objet d'un examen par une commission de contrôle rattachée à la Cour des comptes. Celle-ci passe ainsi chaque année en revue leur mode de gestion pour en dénichier d'éventuelles lacunes.

Le dernier rapport annuel a réservé plusieurs pages aux 25 % de la redevance pour copie privée. Sur les sommes aspirées au titre de la RCP, les sociétés de gestion collective ont l'impérieuse obligation d'en conserver un quart, à charge pour elles de financer des actions d'aides à la création (ou AAC, dans le jargon).

Selon l'article L324-17 du Code de la propriété intellectuelle, les organismes de gestion collective doivent utiliser ces sommes « *à des actions d'aide à la création, à la diffusion du spectacle vivant, au développement de l'éducation artistique et culturelle et à des actions de formation des artistes* ».

L'article R321-6 complète cette liste en expliquant que l'aide à la création s'entend des concours apportés « *à la création d'une œuvre, à son interprétation, à la première fixation d'une œuvre ou d'une interprétation sur un phonogramme ou un vidéogramme* », mais aussi « *à des actions de défense, de promotion et d'information engagées dans l'intérêt des créateurs et de leurs œuvres* ».

Des millions d'euros au chevet des actions de défense

La mise en œuvre effective de ces règles a quelque peu troublé la Commission de contrôle des organismes de gestion collective, s'agissant en particulier des actions de promotion et de défense. Des actions non neutres au regard des montants en jeu. La SACEM et la SSCP (société civile des producteurs phonographiques) ont par exemple alloué respectivement 3,9 et 1,5 millions d'euros à ce chapitre. Elles sont suivies par l'ADAMI, à 239 008 euros très exactement.

Un souci cependant : une part de ces flux finance certains organismes de défense des ayants droit. L'autorité a voulu s'y intéresser, mais la société représentant les majors de la musique a tout simplement considéré qu'il « *n'appartient pas à la Commission de contrôle de se substituer au législateur ou aux pouvoirs publics (...)* ou aux *assemblées générales d'associés* ».

Le veto de la SSCP a été balayé sans difficulté par l'institution : le législateur lui a confié le contrôle du respect des dispositions du titre II, livre III du Code de la propriété intellectuelle, à savoir toute la Gestion des droits d'auteur et des droits voisins par ces organismes. Et « *l'article L. 324 - 17 du CPI qui figure au titre II du Livre III définit limitativement les types d'aide qui peuvent être financés à partir des 25%* ». Conclusion : « *la Commission de contrôle est donc compétente pour vérifier que les actions présentées comme telles par les OGC respectent la définition donnée par cet article.* »

Pas de subventions à des organismes comme l'ALPA

L'Adami, qui perçoit de la copie privée audiovisuelle et sonore pour les artistes et musiciens interprètes, a pris pour sa part la défense de l'ALPA, l'association de la culture et de la Communication, avait déjà précisé les modalités d'application de ces dispositions. On en trouve trace sur cette page.

Cette « circulaire Vistel » avait exclu le financement par les 25 % de la copie privée, non seulement des « *actions et structures de lobbying qui ne se rattachent pas à la défense de la création* », mais également des « *aides aux syndicats ou organismes de défense professionnelle* ».

La SAJE ou société des auteurs de jeux, un autre organisme de gestion collective, a elle utilisé les 25 % pour payer des frais d'avocat lors d'un bras de fer avec un fournisseur d'accès. Là encore, la commission de contrôle a grincé des dents : « *les dépenses de conseil juridique et d'avocats relatives au contentieux avec les fournisseurs d'accès à internet, pour telle que définie par l'article L. 324 - 17 du CPI. Elles doivent être supportées dans les dépenses ordinaires de culturelle, telle que définie par l'article L. 324 - 17 du CPI. Elles doivent être supportées dans les dépenses ordinaires de frais généraux de l'organisme* ». Traduction : impossible de payer ces frais avec la caisse copie privée.

L'aide à la création, un coup de pouce très concentré

Page 151 de son rapport, comme relevé par le Canard enchaîné, la commission a aussi dénoncé « *dans la plupart des OGC, une concentration des montants aides accordées au profit d'un petit nombre de bénéficiaires et une forme d'abonnement à un profit de certaines structures qui bénéficiaient d'un soutien récurrent de la part d'OGC* ». Des constats qui « *demeurent en 2017* ».

Un exemple flagrant : « *les trois principaux bénéficiaires des aides distribuées par la SSCP par le biais de son système de droit de tirage – Universal Music France, Sony Music France et Warner Music France – recevaient à ce titre plus de 90 % des aides versées aux dix principaux bénéficiaires* ». Droits de tirage ? Ce sont des aides réparties entre les membres de la société au prorata des droits générés par leurs répertoires, et ce quelle que soit la créativité ou la valeur artistique de chaque titre.

Avec un tel système, relève la commission, « *les montants ainsi attribués à ces trois producteurs qui sont les principaux actionnaires et créateurs de la SSCP représentent 46,2 % du total des actions artistiques et culturelles versées par cet OGC* ».

Quand la commission craint un conflit d'intérêts

Toujours dans son épais rapport, la commission ne se prive pas d'épingler quelques curieux mélanges des genres, s'agissant de la gouvernance des commissions d'attribution des aides financées par la redevance. « *Trois des sociétés qui bénéficient le plus et le plus souvent de financements au titre de l'AAC sont directement liées à des membres du conseil d'administration (dont son actuel président) ou du conseil de surveillance.* »

Le cas de la SPEDIDAM est un des plus beaux exemples, où la commission suppose à plein nez un conflit d'intérêts entre administrateurs et l'association « L'Action musicale », une structure chargée de la gestion de la formation de secrétaires d'artistes. Citation :

- « *Le directeur de l'Action musicale a perçu en 2017 une rémunération annuelle brute de 75 300 € sur un budget de 220 000 € (soutien administratif de l'action), soit un peu plus du tiers du budget de cette action.* »
- Le directeur est également programmeur de deux des douze festivals du réseau « SPEDIDAM »
- Le vice-président de l'organe de surveillance de la SPEDIDAM, élu le 25 janvier 2018, est président de l'Action musicale, mais ne l'a pas mentionné dans sa déclaration d'intérêts du 30 mars 2018
- l'un des administrateurs de la SPEDIDAM était également administrateur de l'Action Musicale jusqu'en novembre 2018. »

« *La seule action entreprise par la SPEDIDAM pour mettre fin aux conflits d'intérêts relevés plus haut a été la démission de l'administrateur de la SPEDIDAM de ses fonctions à l'Action musicale* ». Mais c'est un peu mince pour la commission de contrôle qui aurait apprécié une réaction beaucoup plus préventive.

En ce sens, elle réclame cette année encore qu'une procédure de dépôt soit systématisée dès lors qu'un membre d'une commission d'attribution des aides relatives à l'action artistique ou culturelle « *a un intérêt direct ou indirect avec un dossier éligible à l'action artistique ou culturelle* ». Elle souhaite que les statuts de plusieurs sociétés de perception et répartition (SACD, Sacem, SAJE, SCAM, ANGOA, PROCIREP, SSCP, Spedidam et Sofia) soient mis à jour pour formaliser cette solution de sécurité.

Le dépôt, une prime à l'incompétence selon les producteurs de musique

La commission a également souhaité que les commissions d'attribution des aides « *soient majoritairement ou à défaut partiellement composées de personnalités ne siégeant pas dans les instances dirigeantes des organismes notament le conseil d'administration* ».

Une mesure qui agace la SSCP : « *Imposer, comme le propose la Commission, que les membres de la Commission des aides, n'aient aucun lien avec les personnes ou les associés membres du Conseil d'administration ou du Conseil de surveillance, aurait pour conséquence, d'obliger l'Assemblée générale à élire des personnes incompétentes dans le domaine de la création de phonogrammes et de vidéogrammes pour gérer plus de 10 millions d'euros d'aides par an, ce qui serait absurde* ». Ambiance.

La commission a répondu que l'enjeu n'est pas tant de désigner des incompétents, mais « *de faire en sorte que les personnes physiques membres de cette commission des aides ne soient pas les mêmes que celles qui siègent au conseil d'administration de la SSCP* ».

En 2013, nous avions tenté, à notre modeste mesure, d'éprouver la transparence de ces circuits financiers. Comment ? En sollicitant la communication des rapports d'affectation des 25 % de la copie privée que transmettent chaque année les SPRD à la Rue de Valois.

À l'époque, le ministère n'avait pu nous fournir ces pièces par voie électronique au motif qu'il n'en détenait... qu'une version papier. Poussant l'absurdité jusqu'au bout, nous nous étions déplacés à Paris pour consulter des milliers de pages (ce compte-rendu ka(kai)en). En septembre 2015, ému de notre action, le député PS Marcel Rigout avait déposé un amendement afin de corriger le tir. Depuis le vote de la loi Création, la plateforme AidesCreation.org est censée assurer la transparence de ces flux, en open data.

Commentaires (37)

anonyme_4d3c8325027b08b8eb9eb7f143f3660
Le 17/07/2019 à 15h04

« Le directeur de l'Action musicale a perçu en 2017 une rémunération annuelle brute de 75 300 € sur un budget de 220 000 € (soutien administratif de l'action), soit un peu plus du tiers du budget de cette action.

Le reste sert à payer ses notes de frais ?

fred42 ^{ph}
Le 17/07/2019 à 15h07

Que veux tu dire en fait ?

Ami-Kuns
Le 17/07/2019 à 15h11

En comptant environ 30000 de charges patronal (voir plus) et une secrétaire multi-tâche payer au lance pierre , le reste doit sûrement payer le loyer parisien et les charges courantes (laisser à l'appréciation de la direction). 🍷

KP2
Le 17/07/2019 à 15h12

Une mesure qui agace la SSCP : « *Imposer, comme le propose la Commission, que les membres de la Commission des aides, n'aient aucun lien avec les personnes ou les associés membres du Conseil d'administration ou du Conseil de surveillance, aurait pour conséquence, d'obliger l'Assemblée générale à élire des personnes incompétentes dans le domaine de la création de phonogrammes et de vidéogrammes pour gérer plus de 10 millions d'euros d'aides par an, ce qui serait absurde* »

Oh bah oui, vous avez raison les gars : c'est vrai que c'est chiant de faire rentrer des gens qui sont pas des copains, ils risqueraient d'ouvrir les yeux sur les petites affaires...

RedWave
Le 17/07/2019 à 15h13

Il me semble pas oublier que le taux de reversement des commissions de copie privée et surtout ceux des droits d'auteurs, si on fait, sont parfois abérants, comme "35% de frais de redistribution" pour un fichier excel qui a dû mobiliser deux personnes à temps plein, sur des millions...

JoePike
Le 17/07/2019 à 15h15

La commission a répondu que l'enjeu n'est pas tant de désigner des incompétents :

s'ils avaient été méchants , ils auraient pu ajouter :

ça c'est déjà fait

*/>

Killerjeff
Le 17/07/2019 à 15h17

Est ce que cette commission a un pouvoir de sanction ? Car il me semble qu'en 2010 la Cours des comptes =>était émue de la nébuleuse galaxie de gestion des droits d'auteurs et de la disparition d'argent a cheque transfert mais que rien n'en avait découlé. A croire que le rapport fut inhumé en même temps =>Philippe Seguin, président de la cours des comptes au moment de son deces.

fry
Le 17/07/2019 à 15h17

déprimant ces magouilles de conflit d'intérêt flagrant

c'est un début cette analyse de la cours des comptes, ça serait cool qu'ils continuent de creuser et mette au jour tout ce qu'il y a de pourri dans le système actuel (avec sanctions bien sûr, on pourrait même rêver sur un coté rétroactif, mais là j'y crois vraiment pas)

JoePike a écrit :

La commission a répondu que l'enjeu n'est pas tant de désigner des incompétents :

s'ils avaient été méchants , ils auraient pu ajouter :

ça c'est déjà fait

*/> =>

bien vu */>

quoique, peut-on parler d'incompétence quand les mecs arrivent à escamoter autant de fric sans se faire choper ? il sont forcément compétent en quelque chose XD (ou :{)

IMVS
Le 17/07/2019 à 15h19

En effet.

War Machine ^{ph}
Le 18/07/2019 à 15h43

Et les 75%, ils finissent comment ?

Bourrique
Le 17/07/2019 à 15h55

20% chez Jaumi

20% chez l'homme en or

10% sont la redevance prélevée sur la musique en CC (type jamendo et autres) qui s'évapore comme un glaçon dans le pastaga en plein soleil marseillais. Et donc jamais reversée car percue mais sans ayant droits déclarés.

20 % sont absorbés dans le trou (caisse) noir des frais de gestions entre les différentes sociétés de droits

les 5% restants sont partagés entre tous les autres artistes signataires "*/>

anonyme_719b7472a607d91a7b8f344a489598e
Le 17/07/2019 à 16h07

"Utilisation inappropriée" d'une partie des fonds collectés, conflits d'intérêt, refus de nommer des administrateurs indépendants à la commissions d'attribution des aides...rien que ça.. C'est la formule complète : oeuf, jambon, fromagel

Cette commission de contrôle des organismes de gestion collective va-t-elle informer le procureur de la république? En effet, son président, Alain Pichon, est haut fonctionnaire. Or un fonctionnaire constant un délit doit en informer sans délai le procureur de la république.

L'article 40 du code de procédure pénale : Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance d'un crime ou d'un délit est tenu d'en donner avis sans délai au procureur de la République et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs.

Zlardy
Le 17/07/2019 à 16h22

La cour des comptes...Heuu, rien.. Ah si juste :

<https://www.humanite.fr/austerite-la-cour-des-comptes-sen-prend-meme-aux-urgences..>

Ami-Kuns
Le 17/07/2019 à 16h23

Vu ce que nous coûte les artistes, en aides diverses, autant les transformer en une nouvel catégorie de fonctionnaire et de nationaliser les sociétés de perceptions." */>

linkin633 ^{ph}
Le 17/07/2019 à 17h23

Ami-Kuns a écrit :

Vu ce que nous coûte les artistes, en aides diverses, autant les transformer en une nouvel catégorie de fonctionnaire et de nationaliser les sociétés de perceptions." */>

De prime abord c'est une bonne idée, mais imagine ensuite : les p tits gars de Bercy vont faire une attaque quand ils vont regarder les comptes.

Petite pensée à Marc qui avait fait un article et un graphique sur les flux mafieux entre les sociétés de perceptions. Cher d'inspire à l'époque.

Ami-Kuns
Le 17/07/2019 à 17h29

Au moins après, cela sera simplifier, espérons." */>

Et il doit y avoir sûrement aussi des circuits particuliers de financement dans certaines administrations .

ColinMaudry ^{ph}
Le 22/07/2019 à 09h36

Peut-être que les contrôles des autres années ont également relevé des bizarreries ? (liens vers les précédents rapports en bas de page <https://www.ccomptes.fr/fr/publications/rapport-annuel-2019>).

Le problème me semble être que ces rapports n'ont pas beaucoup de conséquences.

IMVS
Le 17/07/2019 à 16h44

vautours

Winderly
Le 18/07/2019 à 18h53

Cette "Commission de contrôle des organismes de gestion collective" a-t-elle été créée récemment ?

Sinon comment se fait-il qu'on entende parler d'elle ou de ce rapport si tard ?

tazvid ^{ph}
Le 18/07/2019 à 16h57

Tiens, il y a une commission qui n'a pas eu sa carte de vœux de bonne année et sa boîtes de chocolat et elle est va-chement vexée.

Ami-Kuns
Le 18/07/2019 à 16h58

Faut pas insulter les vautours, eux sont utiles.

tazvid
Le 18/07/2019 à 17h05

Ca fait bizarre que d'un seul coup la "commission de contrôle des organismes de gestion collective" se réveille et tape sur les doigts d'un peut tout le monde, ça m'a fait pensé à l'image d'une personne vexée par une impolitesse et qui compte bien le faire savoir.

Sendgel
Le 18/07/2019 à 16h16

Je savais que j'allais m'énervier avant même de lire l'article. C'est chose faite. Cette redevance attire les vautours, la preuve : dès qu'on essaie de regarder ce qu'ils font, hop on voit les réflexes d'autodéfense

'vous n'avez pas l'autorité de regarder nos dépenses -->: 'si 'si'

'ahem. Bon. Ok...' -->: 'tiens c'est bizarre ces montants, ils vont toujours aux mêmes !'

'oui mais... les autres ne sont pas compétents'

lanoux
Le 18/07/2019 à 17h27

fry a écrit :

déprimant ces magouilles de conflit d'intérêt flagrant

c'est un début cette analyse de la cours des comptes, ça serait cool qu'ils continuent de creuser et mette au jour tout ce qu'il y a de pourri dans le système actuel (avec sanctions bien sûr, on pourrait même rêver sur un coté rétroactif, mais là j'y crois vraiment pas)

bien vu */>

quoique, peut-on parler d'incompétence quand les mecs arrivent à escamoter autant de fric sans se faire choper ? il sont forcément compétent en quelque chose XD (ou :{)

c'est pas de la compétence, c'est d'avoir des potes haut placé dans le gouvernement, comme par exemple un nain marié à une chanteuse (enfin paraît il) ou un p tit gros vivant en concubinage avec une actrice.

Yvan ^{ph}
Le 18/07/2019 à 08h16

enemy of the music business

*/>

Et je suis d'accord les vautours sont utiles, arrêtez d'utiliser improprement le terme.

Là il s'agirait plus de ténias ou d'ascaris de la culture */>

(bon appétit)

Vince120 ^{ph}
Le 18/07/2019 à 18h22

ha là là... si, seulement on pouvait démontrer que la rcp est utilisée pour payer des homards...

fry
Le 18/07/2019 à 08h28

hum

 =>:ils sont compétents pour se faire des amis bien placés ?

lanoux
Le 18/07/2019 à 09h54

disons que leurs épouses bossent pour/avec eux :)

Plastivore
Le 18/07/2019 à 09h49

Kewa ? Il y aurait des conflits d'intérêts au sein des OGC ? Non ! Mais alors ça, on l'a vraiment pas vu venir !

Ce qui est déprimant, c'est que je ne trouve vraiment rien de surprenant à ce dont parle l'article. Business as usual, quoi.

tazvid ^{ph}
Le 22/07/2019 à 09h57

Vince120 a écrit :

ha là là... si, seulement on un média sensationnaliste pouvait scandaliser l'opinion public en démontrant que la rcp est utilisée pour payer des homards...

Non, parce que bon, démontrer, c'est une chose, faire en sorte que les média puissent faire son beurre en créant et nourrissant un scandale en est une autre.

dylem29 ^{ph}
Le 18/07/2019 à 19h35

Txt pas que le droit à la copie privée je l'utilise, DRM ou pas." */>

 =>

Winderly
Le 18/07/2019 à 18h56

1. Ce n'est pas un droit mais une exception au droit d'auteur.

1. Quelqu'un a copié malgré des DRM, et a eu des ennuis (mais je suppose qu'il serait difficile d'avoir les mêmes ennuis aujourd'hui).

dylem29 ^{ph}
Le 18/07/2019 à 19h43

Je me ferais un plaisir de poster ça devant les tribunaux.

Je m'embête pas à RIP mes bluray que j'ai acheté pour partir en prison.

Professeur Onizuka
Le 18/07/2019 à 20h05

...obliger l'Assemblée générale à élire des personnes incompétentes dans le domaine de la création de phonogrammes et de vidéogrammes pour gérer plus de 10 millions d'euros d'aides par an, ce qui serait absurde

Traduction de la novlangue mafieuse: élire des personnes incompétentes pour répartir le magot entre les voleurs d'argent public prévus " */>

Lesgalapagos
Le 20/07/2019 à 14h53

Quand un état met en place un système de vol légal et met les voleurs à la tête du système.

ColinMaudry ^{ph}
Le 22/07/2019 à 09h39

Elle fait son contrôle annuel, elle ne se "réveille" pas.

tazvid
Le 22/07/2019 à 09h57

Oui, mais la situation ne date pas d'hier. Ca fait plusieurs années que c'était bien le bordel.

lanoux
Le 18/07/2019 à 17h27

37/00

